

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 1^{er} FÉVRIER 2021 - 51^e ANNÉE - N° 1204 - 4 €

Xi et Ping

Tout se perd, avec cette sacrée pandémie ! Même Davos, le forum de l'excellence mondialisée, a dû se mettre à l'heure de la réalité virtuelle. Rassurez-vous, nos grands leaders seront bien présents, mais en vidéoconférence. A commencer par le nouveau maître du monde, ce président chinois qui partage avec les divinités anciennes le privilège d'apparaître sous deux formes : celle du docte Maître Xi et du rassurant ami Ping.

Maître Xi a ouvert le forum en vantant les mérites du capitalisme rouge. On les connaît : pas de syndicats, peu de droits sociaux, des salaires réduits, une police présente partout. Le modèle chinois a même réussi l'exploit d'exporter dans le monde entier un virus qui fait la joie et les profits des grands groupes pharmaceutiques. Au prix de sanctions ? Que nenni, les sanctions, c'est bon pour la Russie de Poutine !

L'ami Ping a pris le relais. Paré d'un éternel sourire, il nous a chanté les louanges d'un monde sans frontières, où les capitaux chinois pourront s'investir partout, où l'univers se couvrira de routes de la soie, où la paix régnera entre les clients d'Huawei, de WeChat ou d'Alibaba. Que peut-on rêver de mieux, en effet !

Il y a bien eu quelques mauvais coucheurs pour trouver que ce discours faisait l'impasse sur le peuple Ouïghour assigné dans des camps, sur les Tibétains opprimés, sur les étudiants de Hong Kong emprisonnés, sur les opposants voués au travail forcé ou engloutis dans les caves du KGB local. Mais, Wall Street est satisfait, la presse d'argent aussi et l'ami Ping peut garder le sourire ! ■



Les Diafoirus et le vaccin

Le démarrage erratique de la campagne de vaccination sème le doute sur l'espoir suscité par le vaccin.

L'opposition a dénoncé comme une forfaiture la fin de la mission d'information parlementaire sur le Covid. Peu avant, Emmanuel Macron avait accusé la France d'être une nation de 66 millions de procureurs. L'exécutif aux affaires depuis 2017 se distingue par une arro-

gance et une absence de remise en question que ne justifient pas ses résultats dans la lutte contre l'épidémie. Le ratage lamentable de ce qu'on n'ose pas qualifier de campagne de vaccination devrait pourtant l'inciter à la modestie et à la transparence. Nous avons le droit de connaître

les raisons de cet échec et de comprendre la logique des politiques suivies. Alors que de nouvelles mesures de confinement pourraient restreindre nos libertés, le gouvernement doit admettre que les Français ne sont pas des veaux. **L'article de Laurent Lagadec en page 2.**

Jour du pouvoir

Révlée par Camille Kouchner, l'affaire Duhamel illustre tragiquement le mode de vie d'une hyperclasse.

Olivier Duhamel, dont les pratiques incestueuses ont été révélées par sa belle-fille, est aujourd'hui un homme à terre. Nous ne participerons pas au lynchage de ce vieil adversaire. Mais il est salutaire que le livre de Camille Kouchner libère la parole de nombreuses victimes de l'inceste. Et il est nécessaire qu'il provoque une réflexion politique sur cette

Familia grande, typique de la gauche révolutionnaire des années soixante, qui a muté en une gauche caviar activement complice du passage à l'ultralibéralisme. Ces gens-là ont joui du pouvoir et de tous leurs pouvoirs, tout en donnant maintes leçons de morale. Il était temps que cette imposture soit révélée. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 4 : EDF et les travaux d'Hercule.

Page 5 : Faudra-t-il rembourser la dette publique ?

Page 7 : L'année internationale Biden.

Page 12 : Robert Boyer.

Page 14 : Résistance royaliste : Henri Fruchaud.

Page 16 : Éditorial Militier aujourd'hui.

Du mou dans la seringue

Depuis le début de la crise sanitaire, *Royaliste* s'est gardé de tout jugement hâtif sur l'action du gouvernement en la matière. Cette prudence n'empêche pas les questions, d'autant que les faits rendent difficile de se démarquer de l'opinion quasi unanime concernant les débuts de la « campagne » de vaccination.

Depuis près d'un an, le vaccin anti covid est attendu comme le messie. « Campagne », terme militaire, nous semble approprié pour désigner le déploiement de la vaccination, si on se souvient que le président Macron avait déclaré que nous étions « en guerre » contre le virus. Admettons avec le philosophe Christian Godin que « *Si l'histoire nous enseigne une chose, c'est que les hommes ne sont jamais préparés à une catastrophe, que cela fait même partie de la définition et de la nature de la catastrophe que de ne pouvoir être prévue [...]* ». Mais la surprise passée, le chef doit organiser ses forces et fourbir ses armes, surtout lorsqu'il sait laquelle il devra utiliser.

Dopés par les milliards injectés par les États, des laboratoires ont mis au point en moins d'un an ce qu'on faisait en plusieurs années. L'intendance n'a pas suivi, le ridicule des déclarations gouvernementales ne pouvant masquer la cruauté des faits. On nous avait seriné que les Français ne voulaient pas se faire vacciner. Les moins complottistes peuvent se demander si nous n'avons pas subi une campagne d'intoxication en vue de palier une pénurie prévisible, comme on l'a fait avec les masques qu'on disait inefficaces parce qu'on n'en avait pas. Plus de la moitié des français déclarent en effet vouloir se faire vacciner. Mais les plus de 75 ans qui ont tenté d'obtenir des rendez-vous par internet ou par téléphone ont affronté un véritable parcours du combattant dont nous connaissons trop les détails. Remarquons au passage que la France a sous-traité la prise des rendez-vous à une entreprise franco-allemande, Docolib, quand le Royaume-Uni s'est appuyé sur son service public de santé, le NHS. « *Au rythme actuel* », selon des élus locaux, quatre mois et demi seront nécessaires pour vacci-



ner les plus de 75 ans. Des élus locaux qui ont, pour leur part, mis les bouchées double afin de mettre sur pied des « vaccinodromes », en complément des sites hospitaliers, avec l'appui de médecins et d'infirmiers libéraux.

Mais pour vacciner, encore faut-il disposer de vaccins. Il y a six mois, M. Macron avait vanté la « *souveraineté sanitaire* » et annoncé des mesures de re-localisation de notre industrie pharmaceutique. Notre orgueil national peut aujourd'hui souffrir du fait que nous sommes le seul pays membre du Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas avoir réussi à développer un vaccin (mal-

gré les millions dont elle bénéficie au titre du CICE, Sanofi a jeté l'éponge et annonce le licenciement de centaines de chercheurs). En revanche, notre critique des institutions européennes trouve du grain à moudre devant ses responsabilités dans les lenteurs prises par la campagne de vaccination dans les États membres. Ces derniers ont en effet décidé d'attribuer la commande de vaccins à la Commission au motif que « *le choix du collectif nous confère une force de frappe gigantesque* » et afin d'éviter les problèmes politiques qu'auraient pu poser une mise en concurrence de nos pays pour l'obtention des

vaccins. C'est raté sur les deux tableaux. L'UE, qui a pris du retard, par rapport, notamment, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, pour commander le vaccin auprès de Moderna, a été accusée d'avoir voulu favoriser BioNTech ou Sanofi, entreprises françaises et allemandes. Mais selon un rapport allemand, ce n'est pas un souci protectionniste qui a entravé l'UE mais sa « *rigidité institutionnelle* ». Et pan sur l'efficacité ! De son côté, Valérie Pécresse a accusé l'Allemagne de commander des doses en direct auprès des laboratoires, alors que ni les États ni les régions ni les entreprises, ne sont autorisés à le faire. Une

Sur le mur de Jean Chouan

ENFIN UN ÉTAT RESPONSABLE QUI EXPÉRIMENTE AVANT DE DÉCRÉTER ! CAR N'OUBLIONS PAS TOUT CE QU'IL A DÙ FAIRE POUR NOUS :
- SUPPRIMER DES LITS D'HÔPITAUX POUR PROUVER QU'IL EN MANQUAIT.



- CRÉER DES CLUSTERS AUX ÉLECTIONS POUR MESURER LA CONTAGIOSITÉ DU VIRUS.
- INTERDIRE LA DIFFUSION DU MASQUE POUR S'ASSURER QU'IL ÉTAIT BIEN INDISPENSABLE.



- ORGANISER DES CAMPAGNES DE TESTS SANS TESTS POUR VOIR SI LA POPULATION PARTICIPAIT.
- ET LANCER UNE CAMPAGNE DE VACCINATION VIRTUELLE POUR ÉVALUER SA FAISABILITÉ.



ET VOILÀ : POUR UNE FOIS QU'IL Y A UNE VRAIE STRATÉGIE POLITIQUE, CES ABRUTIS DE GAULOIS RÂLENT ! PARDONNE-LEUR, JUPITER, ILS NE SAVENT PAS CE QU'ILS FONT...



accusation « fausse », mais pas complètement dénuée de sens, si on considère que l'Allemagne a reçu 30 millions de doses au lieu des 18 auxquelles lui donnait droit la proportion de sa population. Et pan sur la cohésion !

Aujourd'hui, l'UE et les États menacent les laboratoires qui ne produisent pas assez. Leur légitime impatience tient-elle compte des contraintes, techniques mais aussi réglementaires auxquelles sont tenues ces entreprises, y compris d'ailleurs concernant le respect du droit du travail sur leurs sites de production ? On peut en douter. Des documents, volés à l'Agence européenne du médicament, font état de pressions exercées par la Commission européenne sur l'autorité chargée d'agrée les vaccins pour qu'elle satisfasse ses attentes, « que ces attentes soient réalistes ou non ». De même le gouvernement français a envisagé d'allonger le délai entre les deux injonctions, au mépris des prescriptions des laboratoires, et il fait pression sur les vaccinateurs pour surexploiter les doses contenues dans chaque flacon.

La France, a dénoncé M. Macron, serait une nation de 66 millions de procureurs. Nous voulons bien ne pas l'être, à condition que les autorités nationales et supranationales ne se placent pas d'elles-mêmes dans le box des accusés par déni de transparence. ■

LAURENT LAGADEC.

Les Diafoirus et le reconfinement « hybride »

« La piste d'un reconfinement hybride est privilégiée par l'exécutif », selon BFM TV. Ils nous auront décidé tout fait – et surtout, auront méticuleusement tout défilé !

Après un premier confinement qui en était vraiment un (quoiqu'assorti d'une attestation dérogatoire assez absurde et qui en obérait sensiblement les effets), ils nous ont servi un reconfinement qui n'en était pas un (mais assorti des mêmes formalités stupides), entrecoupé de couvre-feu dont on se demandera un jour dans quel cerveau malade a pu germer l'idée d'interdire aux gens de sortir aux heures où l'on ne rencontre généralement plus grand monde, alors qu'on nous entasse, hors couvre-feu, dans les transports en commun.

Et voilà que le parti du « juste milieu », du « cercle de la raison » et de « l'entente-temps » s'apprête à nous pondre un nouveau plan disruptif. Du jamais vu, « garanti tout nouveau ». Indignés de constater que la plèbe commence à en avoir ras la marmite de leur incurie, ils envisagent de trancher. Mais, comme à leur habitude, par un coup au milieu. Un coup hybride, ni vraiment blanc ni tout à fait noir. Quelque chose qui pourrait se situer entre un reconfinement qui n'en est pas



DIAFOIRUS : « Pas de masques, pas de vaccins, mais un bon confinement ! »

un et un couvre-feu qui ne sert à rien.

C'est très inventif, finalement, un centrisme d'extrême-centre radicalisé : entre deux eaux tièdes, ça tranche toujours au milieu, pile entre l'inacceptable et l'inutile.

Sauf lorsqu'il s'agit de brutaliser ou de contraindre au silence tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Alors là, ils n'y vont pas de main morte. Il en pleut comme à Gravelotte, des « lois contre la haine » ou contre les « fêqueniouzes ». Il faut vous dire, monsieur, que chez ces gens-là, on ne rigole pas avec la tranquillité des zhoneêtes gens. Tricher, d'accord, mais à condition de tricher « progressiste » et « inclusif ». Pour eux, il n'existe qu'un seul ennemi : les « extrêmes »,

les adeptes des « heures sombres », ainsi que ceux qui en « font le jeu ». C'est-à-dire à peu près tous ceux qui ont l'outrecuidance de leur signifier, faits à l'appui, que leurs invariables recettes miracles, fussent-elles rebaptisées ou « relookées » par d'incessants éléments de langage, s'obstinent à ne pas fonctionner et, pire, à nous conduire vers des lendemains inquiétants.

Ça va peut-être finir par se voir, à un moment, que s'il y a des « heures sombres », ce sont toujours les mêmes – par lâcheté, veulerie, cupidité, facilité ou par la grâce d'une nullité absolue que maquille efficacement une arrogance indécente – qui nous y amènent. Et qui se piquent ensuite, après avoir in-extremis changé de camp, de nous donner des leçons de sagesse, de pondération et d'humanité.

Les mêmes qui confondent systématiquement « paix » et « servitude ». Et qui s'affairent aveuglément, fanatiquement, depuis Schumann, Monnet, Pinay, Giscard, Delors et toute la cohorte des surdoués, à construire cette fameuse « Europe de la paix et de la prospérité » dont on nous rebat les oreilles depuis le cours préparatoire et dont il devient de plus en plus évident qu'elle n'apportera ni l'une ni l'autre. Au contraire ! ■

MATHIEU MOREL.

L'Écho du net

■ « L'UE, c'est la paie. » - L'hebdomadaire *Marianne* (1), sous la plume d'Étienne Campion, reprenant une information du Monde, nous apprend que « depuis plusieurs mois, une partie variable de la rémunération des rédacteurs en chef de France Télévisions dépend de leurs efforts de renforcement de la couverture des sujets européens ». La stupeur passée, une question vient immédiatement à l'esprit, à savoir ce qui a « pu pousser le groupe présidé par Delphine Ernotte à vouloir "intéresser" financièrement ses équipes rédactionnelles à l'actualité européenne » ? Nul besoin de chercher très loin : Clément Beaune, secrétaire d'État aux affaires européennes, qui « s'agace régulièrement des insuffisances de France Télévisions » Selon lui, il faut « renforcer les mécanismes qui conduisent nos chaînes

publiques à parler davantage d'Europe. Cherchons tous les moyens possibles de contrainte ou de pression pour arriver à cela », a-t-il déclaré en septembre dernier, invoquant « une obligation de service public » ! De si beaux et si nobles principes ont failli être traduits en projet de loi audiovisuel début 2020 et seule la crise sanitaire nous a permis d'y échapper. ! Qu'à cela ne tienne, la « patronne de France Télévisions, a pris les devants sur ce projet gouvernemental qui consiste à pousser les Français à aimer l'Europe. Le tout sur des chaînes financées par l'argent public ».

Citant une formule du romancier Maxime Calligaro : « Il faut peupler l'imaginaire européen, créer des images qui y soient associées. En matière culturelle, l'Europe est quasiment une terre vierge », Etienne Campion rappelle, avec une malice à savourer, que ce dernier « a produit un programme de qualité sur

l'Union européenne sur France Télévisions : Parlement, une mini-série remarquée qui se moque avec finesse des arcanes du Parlement européen. Et met en scène un jeune assistant parlementaire aux prises avec ces balourds règlements, directives, lobbyistes cachés et chefs de groupes tyranniques. Et ce député centriste français totalement à la ramasse, brillamment interprété par Philippe Duquesne. Si la mini-série a été produite par une initiative qu'on pourrait qualifier d'"européiste", toute l'ironie de l'histoire repose sur son succès. C'est bête mais c'est ainsi : le conte de fées européen n'intéresse que lorsqu'on le tourne au ridicule. Au même titre que les documentaires sur l'Union européenne ne captivent que quand ils montrent les scandales qui s'y déroulent, et les discours politiques que lorsqu'ils vitupèrent la maison bruxelloise ». Cela l'amène à suggérer à Clément Beaune : « Et si les JT parlaient en

profondeur des enjeux qu'implique notre appartenance à l'Union européenne ? Au hasard : dumping social, lobbying, euro dysfonctionnel. Autant de sujets qui pourraient intéresser maints citoyens aux heures de grandes audiences. D'ailleurs, les rédacteurs en chef de France Télévisions pourraient être payés autant chaque mois pour cela. »

Quant à nous, en conclusion, nous ne pourrions que nous réjouir de la réflexion qu'Etienne Campion exprime en introduction : « À quoi reconnaît-on qu'une idéologie est déclinante en 2021 ? Elle est mise sous perfusion par le groupe France Télévisions et le gouvernement [...] Ainsi de l'euro-péisme ». Très heureux présage qu'il nous tarde de voir se réaliser.

LOIC DE BENTZMANN.

(1). <https://www.marianne.net/agora/hu-meurs/des-journalistes-de-france-tv-mieux-payés-sils-parlent-de-luc-le-reve-europeen-a-marche-force>

EDF et les travaux d'Hercule

Depuis 18 mois, le gouvernement s'active, dans une opacité très suspecte, sur le projet de restructuration d'EDF baptisé Hercule. Sans vouloir traiter aujourd'hui ce vaste sujet, il est impératif de savoir ce qu'il en est, tant ses implications politiques, économiques, sociales et environnementales sont importantes.

« Vous avez aimé les autoroutes, vous allez adorer Enedis. C'est un monopole de service public incontournable que l'on s'apprête à céder au privé. Les BlackRock, Macquarie, Vinci, tout le monde va se précipiter : car c'est une rente sûre, récurrente, énorme. Et dès qu'ils seront rentrés, ils feront la loi. ». Cette citation est extraite d'une enquête fouillée, détaillée et fort bien documentée de la journaliste Martine Orange et publiée sous le titre « Démantèlement d'EDF : le saccage d'un bien commun essentiel » sur le site Médiapart, le 10 décembre dernier. Elle a le mérite de mettre en lumière ce que veulent absolument nous cacher ceux qui sont à la manœuvre (le gouvernement et la Commission européenne), qui ont pleinement conscience que cela va à l'encontre de l'intérêt général et qui choisissent délibérément de passer outre.

Par ailleurs, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, SUD) est également en première ligne et la quatrième

grève en moins de deux mois a eu lieu ce 26 janvier : « C'est un projet de démantèlement qui va conduire à détruire l'outil industriel, à la casse du service public et à la privatisation d'une partie du groupe », dénoncent les organisations syndicales.

Qu'en est-il donc ? À la suite de la directive européenne du 19 décembre 1996, complétée par celle du 26 juin 2003, fin 2004, l'Epic (établissement public à caractère industriel et commercial) EDF, né en 1946 de la nationalisation des biens de 1450 entreprises privées de production, de transport et de distribution d'énergie électrique, devient une société anonyme à capitaux publics où l'État détient toujours 83,68 % de l'ensemble du capital, la part du capital privé restant limitée à environ 16 %. C'est à partir de cette base-là que le projet Hercule prévoit, selon la maigre et piètre communication gouvernementale, la création de trois entités juridiques indépendantes (interdisant ainsi toute stratégie industrielle d'ensemble commandée par la puissance publique) : « Un EDF bleu pour les activités nucléaires, un EDF azur pour l'hydraulique, un EDF vert pour la distribution (Enedis), les services (Dalkia) et les énergies renouvelables », le tout probablement chapeauté par une holding financière. Selon des rumeurs récentes,



Centrale de Civaux. Dans le projet du gouvernement, le coût vertigineux de remise en état du parc nucléaire pourrait être mis à la charge du contribuable.

le projet Hercule pourrait être intégré dans le texte de la Convention Climat qui doit être discuté à l'Assemblée nationale et il se pourrait même, selon le site Contexte, très en pointe sur ces sujets, que la restructuration d'EDF se fasse par ordonnance, « afin de gagner du temps ».

Comme l'écrit si justement Martine Orange « tout se négocie dans l'opacité, le secret, la dissimulation », alors que « l'électricité est un bien essentiel, déterminant dans nos économies modernes. Ce secteur est un des vecteurs décisifs de toute la transition énergétique, et EDF un outil déterminant pour piloter une politique. Les décisions prises engagent pour des années le pays, tant en termes de sécurité que de compétitivité et d'aménagement du territoire. Sans parler du fait

qu'EDF est un service public, un bien commun de la nation, inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946, et non un actif à la disposition du gouvernement. ».

Ce qui ressort tant de cet article que des déclarations ou publications des syndicats d'EDF, c'est que le gouvernement, sur injonction de la Commission européenne, se prépare à démanteler quasiment clandestinement un service public essentiel en laissant à la collectivité le soin d'assumer le passif du nucléaire (sécurité, maintenance, démantèlement, gestion des déchets) pour mieux laisser aux groupes financiers évoqués en introduction, et à qui il ne veut rien refuser, les activités les plus profitables. Cela se nomme une spoliation. Nous y reviendrons. ■

LOIC DE BENTZMANN.

La quinzaine sociale

■ **Mobilisation sociale.** – Constatant que le « plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et d'affaiblissement de la protection sociale », la CGT, Solidaires et la FSU et quatre organisations de jeunesse (Unef, FIDL, MNL, UNL) appellent à une journée de grève le 4 février prochain. Un processus qui s'appuie sur les mobilisations réussies organisées pour la défense et le développement du service public dans les secteurs de la santé le 21 janvier, de l'éducation nationale, le 26, de l'énergie le 28. Les signataires de l'appel revendiquent la renationalisation d'EDF et d'Engie, ainsi

que le partage et la réduction du temps de travail.

■ **Mobilisation sociétalo-environnementale.** – La commission des Affaires juridiques du Parlement européen a adopté le 27 janvier un rapport sur le devoir de vigilance. Ce texte appelle à la rédaction d'une loi européenne exigeant des entreprises qu'elles « respectent les normes en matière de droits de l'homme et d'environnement dans leurs chaînes de valeur ». Cette législation nouvelle tiendrait les entreprises « responsables des effets négatifs sur les droits de l'homme [et] l'environnement qu'elles ont causés ou auxquels elles ont contribué ». Cela signifierait notamment qu'elles seraient contraintes d'« identifier, traiter et corriger [leur] impact potentiel et avéré sur les droits de l'homme

(notamment les droits sociaux) » et « l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur ». Le rapport préconise également « l'interdiction d'importer des produits liés à de graves violations des droits de l'homme, comme le travail forcé ou des enfants ». Il estime que ces objectifs devraient être inclus dans les accords commerciaux signé par l'UE. Ce rapport devrait faire l'objet de nombreux amendements avant son examen en session plénière du Parlement européen du 8 au 11 mars.

■ **Mobilisation patronale.** – Comme le Medef l'avait été à propos de la loi du 27 mars 2017 « relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre », le patronat européen est vent debout contre une nouvelle loi européenne sur

le devoir de vigilance. Il craint qu'elle fausse la concurrence et, même s'il ne le dit pas comme ça, empêche certains groupes de polluer la planète et d'exploiter les travailleurs des pays émergents. Business Europe et l'Association française des entreprises privées (Afedp) réclament que la liste des risques soit limitée, que les considérations climatiques et les atteintes à la biodiversité soient exclues, qu'elle s'applique uniquement aux sous-traitants et non aux donneurs d'ordre, et que l'obligation porte sur les moyens et non les résultats : soit une loi pour rien comme le Parlement européen en a le secret. Les revendications patronales bénéficient d'une oreille attentive de la part du Parti populaire européen qui regroupe les partis de droite et du centre et détient 25 % des sièges.

Faudra-t-il rembourser la dette ?

La catastrophe sanitaire oblige l'ensemble des pays à s'endetter lourdement pour soutenir leurs économies. Viendra un moment où il faudra rembourser... Qui paiera, alors ? Existe-t-il des alternatives aux politiques d'austérité ? Éléments de réponse.

Argent magique : qui va rembourser ? », titrait le magazine *Challenge* à la une de son édition du 28 janvier dernier. La question est pertinente si on se place dans une logique néolibérale dont les penseurs utilisent la menace de la dette pour réduire le poids des dépenses publiques et sociales. Elle ne se justifie pas, en revanche, quand on inscrit sa réflexion dans le cadre de l'histoire des théories et pratiques économiques, auquel cas, la question la plus adaptée n'est plus « qui paiera ? », mais « comment paierons-nous ? » et, subsidiairement, « faut-il toujours payer ses dettes ? »

La paternité de l'expression « argent magique » revient à Emmanuel Macron lorsque, en visite au CHU de Rouen en avril 2018, à une aide-soignante qui l'interpelle sur le manque de moyens dont souffre l'hôpital public, il rétorque : « Y'a pas d'argent magique. Un pays qui n'a jamais baissé son déficit public et qui va vers les 100% de dette rapportée à son produit intérieur brut... c'est vos enfants qui le payent quand c'est pas vous. » La réponse présidentielle appelle plusieurs commentaires.

Il convient, tout d'abord, de remarquer à quel point cette déclaration sonne faux dans le contexte actuel. Rappelons, ensuite, que le ratio cité par le président de la République, qui compare un stock de dettes à un flux (1), n'a aucun sens économique. C'est malheureusement ce pourcentage qui sert de référence depuis le traité de Maastricht pour évaluer la situation des finances publiques d'un pays et qui fournit un « *alibi à l'idée fausse que nous dépensons trop et qu'il est temps de vivre à la hauteur de nos (modestes) moyens* » (2). Il est par ailleurs inexact de dire, comme se plaisent à le faire le chef de l'État et bon nombre de politiques ou d'économistes patentés, que ce sont les générations futures qui paieront. Une génération qui emprunte ne transmet à la suivante que l'intérêt de la dette et non le capital : or, aujourd'hui, l'État français emprunte à des taux négatifs et remboursera donc à terme une somme inférieure à celle qu'il a empruntée.

Le privilège des États. Le fait d'affirmer une telle contrevérité revient à considérer que l'État est un agent économique comme un autre : or c'est loin d'être le cas, ne serait-ce que parce qu'ils n'ont ni la même temporalité ni la même nature ni la même logique. Un ménage ou une entreprise ont une durée de vie limitée, contrairement à un État qui, parce qu'il est supposé « *éternel* », peut se permettre de payer sa dette



Siège de la BCE à Francfort. La banque rachète la dette des États.

en continuant d'emprunter. Notons également qu'Emmanuel Macron ne parle que de la dette brute. Or la France possède de nombreux actifs financiers (les dépôts, les crédits et les titres de créances négociables estimés à la valeur de marché que les administrations publiques détiennent sur des acteurs privés) qui représentent environ 40 points de PIB, et des actifs non financiers (le parc immobilier, les crèches, les routes, les monuments...) soient autour de 80 points de PIB. Cela aussi est légué par notre génération à celles qui suivront. Enfin, Emmanuel Macron semble savoir trouver de l'argent quand il s'agit de financer les cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus riches, notamment en supprimant l'ISF, et de financer le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Il est vrai que c'était au nom de la théorie du ruisseau... fausse elle aussi.

Avant d'aller plus loin et d'envisager les différentes possibilités pour un État de sortir de l'endettement, il est nécessaire de s'arrêter un instant sur ce qu'est la dette publique de la France et à combien elle s'apprécie. Selon la définition officielle qu'en donne l'Insee, la dette (3) est la somme des déficits accumulés au fil des années par l'État, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale. Au troisième trimestre 2020 (dernier chiffre connu), elle s'élevait à 2 674 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 11 % en un an, environ 120 % du PIB.

Il est de bon ton chez les penseurs néoli-

béraux de prétendre, chiffre à l'appui, que la France est championne du monde des dépenses publiques : 56 % du PIB contre un peu moins de 40 pour les États-Unis par exemple. La différence réside dans le mode de financement du modèle social de chacun des deux pays : public dans l'un, privé dans l'autre... au risque, dans le second, que l'ensemble des citoyens ne bénéficient pas d'une couverture sociale du fait de coûts prohibitifs. C'est un choix de société.

Un éventail de solutions. Il existe une multitude de solutions pour se débarrasser de la dette (4). La première réside dans l'inflation, mais ni les financiers ni les banques centrales ni les États, tous garants des intérêts des rentiers ne semblent la souhaiter. Deuxième solution : l'annuler ; il est curieux que l'Allemagne qui a bénéficié de cette mesure – à l'origine de son « miracle » économique – au lendemain de la seconde-guerre mondiale n'en veuille pas... Vérité en deçà du Rhin, erreur au-delà. Autre hypothèse : durant les Trente Glorieuses, l'activité économique croissait plus vite que la dette, celle-ci restait circonscrite ; une croissance de l'ordre de 5 % permettrait donc de la résorber : inenvisageable aujourd'hui du fait de ce qu'il est convenu d'appeler la stagnation séculaire, qu'elle soit keynésienne par manque de demande ou schumpetérienne par absence d'innovation. Les exégètes de la pensée néo-classique proposent – quatrième possibilité – d'accentuer les politiques d'austérité. Or c'est cette stratégie qui, en affaiblissant la demande, a annihilé l'investissement et plongé l'Europe dans la récession en 2011.

Restent deux solutions : faire rouler la dette à l'infini, c'est-à-dire contracter une nouvelle dette auprès de la BCE ou garantie par elle pour rembourser l'ancienne et/ou renationaliser la dette en taxant les plus riches. On peut aussi lutter efficacement contre les paradis fiscaux, taxer les transactions financières, supprimer les niches fiscales (le CICE, les exemptions de cotisations sociales) et les subventions aux énergies fossiles. Cela reviendrait à rompre avec l'idéologie économique dominante. ■

NICOLAS PALUMBO.

(1). Cf. « L'Écho du net » in *Royaliste*, n° 1203 du 18 janvier 2021.

(2). Cf. le site de l'Institut Rousseau, Gaël Giraud, Nicolas Dufrène et Orianne Wegner, « Dette publique : qui gardera les gardiens ? »

(3). En fait, la dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht.

(4). Pistes évoquées par Rober Boyer.

DÉMOCRATISATION DU KAZAKHSTAN

Deux pas en avant, un pas en arrière

Au Kazakhstan, les récentes élections législatives, qui ont sans surprise permis la victoire du parti au pouvoir Nour-Otan et l'abolition de la peine de mort, poussent à se pencher sur l'évolution de ce « grand petit pays ».

C'est un immense pays dont il est peu fait écho en Occident. Si le Kazakhstan est, en superficie (2,7 millions de km² dont 44 % de déserts), le premier pays d'Asie centrale, le neuvième au monde et le premier sans accès à une mer ouverte, il ne compte que 18 millions d'habitants, composés à 47 % de musulmans sunnites et à 44 % d'orthodoxes russes. Cette république autoritaire, ancien satellite de l'URSS, a été dirigée d'une main de fer par le président Noursoultan Nazarbaïev pendant trente ans.

Ce dernier a beau avoir démissionné et passé la main en 2019 à Kassym-Jomart Tokaïev, les acteurs de la scène internationale s'accordent à dire que l'ancien chef de l'État continue d'être omniprésent en coulisses et qu'il conserve un important pouvoir de décision *de facto*, notamment dans la nomination des ministres. En évoquant ce pays où l'opposition est presque inexistante, le quotidien suisse *Le Temps* fait état d'un « *changement politique purement décoratif* ».

Depuis le début de l'année, deux événements non-néglige-



Noursoultan Nazarbaïev avec Vladimir Poutine. Président pendant trente ans, il garde un pouvoir d'influence important dans les affaires du pays.

geables ont ouvert la voie à des interrogations, s'agissant d'une potentielle démocratisation de cet État. La première est l'abolition de la peine de mort. Quoique cette dernière ait été suspendue depuis 2003 grâce à un moratoire, cette avancée s'avère tout de même colossale, quand on sait que, désormais, parmi les anciennes républiques soviétiques, seule la Biélorussie continue de l'appliquer régulièrement. En outre, le Kazakhstan a ratifié le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté en 1966 par l'Assemblée générale des Nations unies. L'article 1^{er} dispose qu'« aucune personne relevant de la juridiction d'un État partie au présent Protocole

ne sera exécutée ».

Le second événement qui a ponctué l'agenda politique du pays concerne les élections législatives du 10 janvier. Sans surprise, le parti au pouvoir, Nour-Otan (aussi appelé Otan, qui signifie Patrie), fondé en 1999 pour soutenir Noursoultan Nazarbaïev, a remporté aisément le scrutin (71,09 % des voix).

À cette occasion, des centaines d'observateurs internationaux ont suivi, sur place, le déroulement de l'élection, avec en tête des Russes et des Chinois. Parmi les politiques français invités par le gouvernement kazakhstanaïse se trouvait l'ancien député socialiste Jérôme Lambert. « *Moi, ce que j'ai vu est tout à fait dans la norme occidentale [...] On ne peut pas dire que d'un côté*

c'est la démocratie parfaite, et de l'autre c'est une parodie de démocratie. Je ne leur jetterai pas la première pierre », a-t-il déclaré. Toutefois, on peut arguer que les cinq autres partis en lice étaient tous plus ou moins favorables au gouvernement en place. Pour le média franco-allemand *Novostan*, « *il n'y avait pas de partis d'opposition en lice après que le Parti national-social-démocrate, la seule opposition autorisée, a décidé de boycotter le vote* ». De quoi amoindrir les espoirs de ceux qui pensaient le pays sur la voie d'une réelle démocratisation. ■

INDIANA SULLIVAN.

Les Faits majeurs

■ **Biélorussie.** – Les mois passent, le statut quo demeure... Le président Loukachenko, réélu en août 2020 à l'occasion d'un scrutin très contesté, s'accroche au pouvoir. L'opposante en exil Svetlana Tsikhanouskaïa ne s'y résigne pas et vient à nouveau d'appeler la communauté internationale à agir contre le potentat de Minsk. Pour l'heure, les sanctions financières, prises notamment par l'Europe, demeurent inefficaces puisque contrées par le plan d'aide (12,4 milliards de €) mis en place par la Russie.

■ **Inde.** – Déclenchée il y a deux mois en réaction à l'adoption d'une série de lois destinées à libéraliser le marché agricole, la révolte des paysans indiens est en passe d'être ravivée par la réaction autoritaire de New Delhi. Les violences observées lors de manifestations, le 26 janvier, jour de la fête nationale, ont servi de prétexte au gouvernement pour rompre les négociations avec les syndicats du secteur et engager des actions en justice contre une quarantaine de responsables du mouvement paysan, des personnalités de l'opposition et des journalistes.

■ **RDC.** – Un mois après la fin de la coalition qu'il avait formé avec les partisans de son prédécesseur, Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi est parvenu à constituer une nouvelle majorité au Parlement. Fort du soutien de 391 députés sur 500, il s'est débarrassé de son Premier ministre pro-Kabila Sylvestre Ilunga, renversé le 27 janvier. Tshisekedi est dorénavant en capacité de nommer un gouvernement à sa mesure et d'entreprendre les réformes qu'il ambitionne (infrastructures, enseignement gratuit, lutte contre la corruption...).

Voix étrangères

■ **Pajiviom Ouvidim.** – En anglais : *wait and see*. C'est l'expression employée par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à propos de la politique française, le 8 décembre dernier devant le Conseil russe des Relations internationales à Moscou : « *L'Union européenne a abandonné son ambition de devenir un des pôles de l'ordre du monde multipolaire. Elle s'est alignée sur les États-Unis. Les récentes prises de position de l'Allemagne nous montrent que cela correspond au souhait de Berlin – qui poursuit son dessein de direction totale (full leadership) au sein de l'UE* ». Ici s'arrêtait la citation reprise par l'hebdomadaire *Der Spiegel* qui, dans son premier numéro de 2021, a livré une longue analyse des relations germano-russes qui sont à leur plus bas niveau. Il valait la peine

de se reporter au texte intégral du discours. Lavrov poursuivait : « *La France a une position quelque peu différente. La tendance de l'Union européenne au renoncement de ses ambitions de devenir un pôle dans un système multipolaire semble prévaloir. Si la France souhaite prétendre à ce rôle, nous devons attendre et voir ce qui se passera.* »

La sensation en Allemagne à l'époque avait été créée non tant par le discours de Lavrov que par les images de sa rencontre le même jour avec deux parlementaires allemands de l'AfD (Alternativ für Deutschland) dont le principal co-président du parti, Tino Chrupalla. Toute la presse de langue allemande (jusqu'au respectable *Neue Zürcher Zeitung* de Zürich) en avait fait ses gros titres. Il s'agissait pour Lavrov de damer le pion à son homologue allemand Heiko Maas en pointe dans l'affaire Navalny. L'article fort documenté du *Spiegel* cite plusieurs analystes russes, dont

le rédacteur-en-chef de l'équivalent russe de *Foreign Affairs*, *Russia in Global Affairs*.

La thèse de Fiodor Lukianov est que l'attitude allemande n'est pas tant liée à l'affaire Navalny qu'aux conséquences du Brexit qui obligerait Berlin à assumer un rôle dirigeant en Europe. Du coup les relations germano-russes perdraient en importance dans l'ordre des priorités.

Hors d'Allemagne, le discours de Lavrov avait fait sensation en Inde car il avait dénoncé les pressions américaines sur New-Delhi, allié traditionnel de Moscou, notamment par la menace de sanctions sur l'achat du système russe d'anti-missiles S-400. Les Indiens ont vivement réagi en réaffirmant l'indépendance de leur politique basée sur leurs seuls intérêts nationaux. Ils se sont défendus d'une interprétation négative du concept d'Indo-Pacifique (*Economic Times of India*, 11 décembre 2020). Y. L. M.

Ce qui n'aura pas pu être accompli en 2021 ne pourra sans doute plus être rattrapé. L'année sera déterminante non seulement pour les États-Unis mais aussi pour la France.

L'année internationale Biden

PAR YVES LA MARCK.

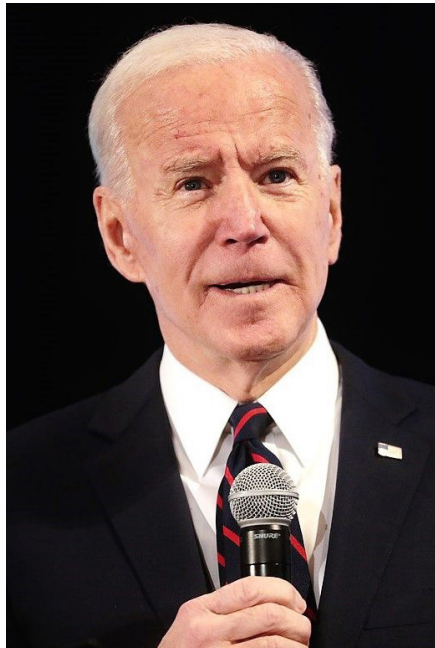
Dans un mandat de quatre ans, le président ne dispose que d'une fenêtre d'opportunité de six à neuf mois, le reste du temps étant occupé à développer les projets ou les négociations qui auront été lancés dans les premiers mois. Au-delà de cette maxime générale, l'actualité est d'autant plus pressante que Biden ne peut pas compter sur un héritage à continuer.

Comme il l'a bien dit, le monde de 2021 n'est pas celui de 2015. Quand bien même il voudrait incarner une sorte d'Obama III, ce ne serait plus adapté aux réalités du temps. Ce hiatus n'est pas l'œuvre de Trump, en dépit de sa volonté de déconstruction des acquis de son prédécesseur, mais le fait que le monde a avancé très vite en cinq ans. Il n'est pas possible de songer seulement à restaurer un monde d'avant. Il va falloir inventer, mais d'une manière différente de celle de l'ère Trump.

Un nouveau style à trouver. La première priorité est de construire une nouvelle architecture diplomatique américaine puis de l'articuler sur le plan international.

Là où Trump avait plutôt improvisé, convaincu que l'imprévisibilité était une force, bousculant en permanence les organigrammes et les hiérarchies, confiant dans les seuls contacts personnels au sommet, l'homme présidentiel Biden se fondera dans l'institution, jouant selon les règles, maîtrisant les codes, dans la durée. Trump en complet outsider ne pouvait imposer ses vues anti-système qu'en cassant la machine, « l'État profond » selon les termes de Steve Bannon. L'appareil diplomatique est dévasté. La première tâche des diplomates qui ont été nommés (Secrétaire d'État, Conseiller à la Sécurité nationale, directeur de la CIA, ambassadeur aux Nations-Unies), sera de recréer une unité de vues et d'action là où Trump jouait sur la zizanie et le chaos administratif. Pendant quatre ans, ils avaient émigré dans les cercles de réflexion (*think-tanks*) où ils ont eu tout loisir de penser la suite et de souder leur équipe.

Cet appareil ne sera pas reconstruit à l'identique. Les hommes de Biden ont intégré la transformation de la diplomatie, dont il est inutile de préciser que celle-ci ne peut plus être ni celle de la guerre froide ni celle de l'unilatéralisme consécutif à la fin de l'URSS. Les États-Unis ne sont plus l'hyperspuissance et la « Grande Amérique » était un leurre. C'est une reconversion qui n'avait qu'à peine été esquissée sous Obama que de se penser comme l'un des pôles d'un monde multipolaire et de s'organiser en binôme autour d'une compétition mondiale sino-américaine. Bref n'être qu'un



Joe Biden, le 18 janvier, lors d'un discours dans l'Iowa : « Le monde de 2020 n'est plus celui de 2015. »

parmi d'autres et non au-dessus de tous ou en marge.

Dans cette optique, la diplomatie sera de plus en plus nécessaire et de plus en plus complexe. Prenons l'exemple le plus immédiat qui est celui des relations avec l'Iran. Les nouveaux titulaires des principales positions diplomatiques à Washington sont ceux-là même qui avaient conduit en praticiens les négociations ayant abouti à l'accord du 14 juillet 2015. Mais les données ont changé. Il leur faudra donner des gages à Israël et à l'Arabie saoudite qui se plaignaient d'avoir été mis à l'écart par Obama et qui ont applaudi au plan Trump. L'approche de l'Iran avant les élections du 18 juin nécessitera de traiter du cadrage régional, avec en première ligne une transaction sur le Yémen. Au-delà, il faudra remettre dans la course la Russie, la Chine, les Européens, ce qui obligera de repenser le cas iranien dans un ensemble, sans attendre de revoir chaque relation prise globalement – impossible dans un délai aussi court – mais « sélectivement », mot magique qui attend qu'on lui donne un sens, en s'efforçant de délier les dossiers.

D'autres enjeux diplomatiques. Il n'y a plus de tout ou rien. Ou de « *je te donne ceci, tu me donnes cela* » des deals chers à Trump. Ce ne sera pas du « *en même temps* ». Il faudra trouver les voies d'ententes ou d'accords

limités au sein d'une rivalité géopolitique globale qui ne va pas se résorber demain, qui est là pour durer et même s'exacerber sur la longue durée. Nous sommes sur des tendances lourdes qui relativisent le poids respectif des États-Unis, ainsi que de l'Europe et même de la Russie par rapport au reste du monde. Mais sur cet arrière-plan, il y a place pour manœuvrer et durer. Les États-Unis vont ainsi se réinvestir tous azimuts, jouer les alliances, les coalitions, les organisations internationales, qui pour Trump représentaient autant de freins, de contraintes, dont il préférerait s'exonérer. Un tel réinvestissement suppose des moyens financiers et surtout intellectuels et humains considérables, une coordination, un jeu collectif. C'est en ce sens que Biden a reparlé de leadership américain, si tant est que les diplomates américains sont capables de ne pas en abuser. Aux partenaires, au premier chef européens, de marquer les limites, de définir de nouvelles règles de coopération dans une certaine égalité et une acceptation mutuelle, d'adopter le sens de la relativité.

Ces remarques vaudraient pour tous : les régimes dits populistes qui ont proliféré au cours des cinq dernières années ne devraient plus pouvoir continuer à jouer cavalier seul. L'idée de la diplomatie Biden serait de les récupérer comme au sein d'une immense toile d'araignée pour qu'ils soient insérés aussi insensiblement que possible, avec eux ou malgré eux, dans un réseau de relations multidimensionnelles. Cela devrait s'appliquer rapidement avec des pays comme la Pologne, la Turquie, le Brésil, mais aussi Israël et même l'Arabie saoudite. Sans compter le partenaire britannique après-Brexit qui hébergera le G 7 en juin et la COP 26 en novembre mais qui a dû abandonner le rôle privilégié de pont entre Washington et l'Union européenne.

Cette dernière aurait un grand rôle à jouer dans une telle configuration, et au sein de celle-ci la France qui prendra la présidence tournante au premier semestre 2022, semestre au cours duquel se tiendra l'élection présidentielle. L'Allemagne post-Merkel qui sortira des élections de septembre 2021 sera trop récente pour peser. Dans cette conjoncture favorable, Macron, qui s'était lamentablement fourvoyé dans sa relation à Trump, trouve cette fois face à lui le président américain le plus européanisé depuis plus de soixante ans et sans doute le dernier, à la tête d'une équipe tournée vers la côte Ouest et le Pacifique. Aux Européens de démontrer que le vieux continent représente autre chose qu'une nostalgie : un autre pôle du monde de l'après qui participe de la nouvelle conversation mondiale. ■



Le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) Le Vigilant. Pour la France, la dissuasion nucléaire est une arme de défense nationale, alors que les superpuissances la conçoivent comme un moyen de pression stratégique.

« Dans les conflits récents, le défensif prime sur l'offensif »

Entretien avec Benoist Bihan.

Historien militaire et chercheur en études stratégiques, Benoist Bihan est l'auteur d'un ouvrage sur *La guerre, la penser & la faire* publié aux éditions Jean-Cyrille Godefroy. Nous le remercions d'avoir bien voulu répondre à nos questions.

Royaliste : En quoi les textes très divers publiés dans votre livre forment-ils un ensemble ?

Benoist Bihan : Ces textes ont comme fil conducteur la relation entre la stratégie contemporaine et l'histoire militaire – mais pas seulement. Je les ai organisés de manière à ce qu'ils puissent constituer un livre de découverte et de réflexion sur la stratégie. Cette réflexion a été nourrie par de nombreux grands penseurs, parmi lesquels Clausewitz bien sûr, les théoriciens français de la Guerre froide tels que les généraux Beaufre et Poirier, et un stratège russe, l'inventeur de l'art opératif : Alexandre Svetchine. Je citerai aussi quelques grands universitaires, eux-mêmes penseurs de la guerre, tels Hans Delbrück et Raymond Aron.

Comment définir la stratégie, la tactique, la doctrine militaire ?

La stratégie et la tactique – deux termes qui nous viennent de la Grèce antique – ont pris leur sens actuel à partir du XVIII^e siècle. Clausewitz a fourni la meilleure définition de la tactique : c'est la théorie du combat, la manière dont on va utiliser les

hommes et les armes au combat. La stratégie, c'est plus compliqué. Il s'agit de savoir comment, partant de la politique, l'on va mettre cette politique en action pour « employer les combats favorablement à la guerre », comme l'écrit encore Clausewitz. C'est la politique qui décide des buts de la guerre et la stratégie essaie de concilier ce qui se passe sur le champ de bataille et ce qui se passe au niveau politique.

C'est ici que commencent les difficultés ! Car dans de nombreux cas, on ne sait pas bien employer les combats favorablement à la guerre. Il y en a qui ne mènent nulle part, d'autres dont on ne sait pas tirer les bénéfices... Avec la complexification énorme des armées à partir du XIX^e siècle, la stratégie a de plus en plus de mal à bien employer les combats. L'exemple caricatural est celui de la Première Guerre mondiale : la tactique s'adapte assez vite aux conditions nouvelles, mais on ne sait pas pour autant comment gagner ! D'où l'art opératif, inventé en URSS dans les années 20, qui vise à donner à la stratégie les moyens qui permettent que les combats soient employés favorablement à la guerre.

La doctrine, c'est encore autre chose.

C'est la manière dont une armée donnée, par rapport à un contexte stratégique et par rapport aux buts qu'on lui fixe, va concevoir l'utilisation de ses moyens. C'est donc une certaine orientation qu'on donne à la tactique, à l'art opératif quand on le pratique, et à la stratégie.

Une des parties de votre livre s'appelle « décider ». Or, on décide toujours dans l'incertitude. Les plans ne parviennent pas à s'appliquer, il y a le « brouillard de la guerre » ...

Notez que le « brouillard de la guerre » est une notion largement façonnée par les Américains dans les années quarante-vingt, et non une formule clausewitzienne comme on le croit souvent ! Clausewitz parle de la « friction » qui est tout autre chose. La friction survient quand vous mettez un système militaire – toute organisation complexe, en fait – en action : il va se passer toutes sortes d'événements fortuits, imprévisibles, qui font dériver la réalité de l'action de l'idée que vous vous en étiez faite. Par exemple, une troupe envoyée surprendre l'ennemi se perd dans le brouillard – pour le coup – et rate son em-

buscade. Ou bien, un subordonné ne comprend pas un ordre. À l'inverse, il peut aussi vous faire un rapport que vous comprenez de travers... La friction, c'est la résistance que le monde oppose à notre volonté. Même si l'ennemi ne fait rien, c'est déjà difficile d'agir ! Mais quoi qu'il en soit, on se demande ce que l'ennemi a dans la tête, ce qu'il cherche à faire, et c'est un autre facteur d'incertitude. L'incertitude est donc un point central. Or nous sommes de plus en plus mal à l'aise avec l'incertitude, parce que nous sommes dans des sociétés du refus du risque, du « zéro défaut », du zéro mort. Cela nous handicape, car à la guerre, il ne faut pas seulement accepter l'incertitude, il faut prospérer dans l'incertitude.

Pour réduire l'incertitude, il y a le Renseignement. Or vous rappelez dans votre livre que les troupes anglo-américaines sont à 80 km de Berlin en avril 1945 quand Eisenhower décide de ne pas avancer pour prendre Berlin et Prague car les services de renseignement l'informent que les Allemands se regroupent dans les Alpes et que la Ruhr n'est pas encore conquise.

C'est l'un des plus beaux exemples d'auto-intoxication de la Deuxième Guerre mondiale ! Sur la base de la propagande du III^e Reich agonisant, qui cultive l'idée d'un réduit bavaro-alpin, les services de renseignement alliés se persuadent, sans avoir la moindre information réelle, que des légions entières de nazis fanatiques vont faire une guérilla dans les montagnes. Dans une situation de vide politique – Roosevelt est mort, Truman pas encore fermement installé au pouvoir – Eisenhower, qui doit décider tout seul, choisit la prudence avec une inconséquence politique totale et sans écouter Churchill qui le presse de prendre Berlin. Ce qui était sans doute possible, car les Allemands, qui résistent avec acharnement aux Soviétiques, auraient peut-être combattu moins fermement les alliés occidentaux.

Mais, à peu de semaines d'une victoire d'ores et déjà acquise, Eisenhower reste donc dans l'incertitude. Il sait qu'il a gagné, mais il y a le précédent de l'offensive allemande dans les Ardennes en décembre 1944 où le Renseignement allié n'a rien voulu voir venir. C'est un très bel exemple de conditionnement par l'événement. Surpris aux Pays-Bas lors de l'opération Market-Garden en septembre 1944, puis dans les Ardennes, Eisenhower ne voulait pas se faire avoir une troisième fois. Or il n'y avait plus de troisième fois possible pour les Allemands...

Il arrive aussi que le poids de l'expérience historique conduise à des erreurs d'appréciation. Vous prenez l'exemple de la bataille de Kursk en 1943 et vous expliquez, qu'à partir de cette bataille, les chars ne font plus la percée. Or pendant la Guerre froide, on



L'historien Benoist Bihan travaille pour nos armées à la conception de la guerre moderne.

attendait la ruée des chars soviétiques vers la France...

Tout le monde s'est focalisé sur le char alors que ce n'est qu'une pièce dans un ensemble interarmes beaucoup plus complexe, dans lequel l'infanterie, le génie, l'artillerie, l'aviation aussi font la percée aux côtés du char, qui vient ensuite l'exploiter. Dès 1943 et de manière définitive depuis la mécanisation généralisée des armées, le char n'est plus l'arme dominante car il n'est plus d'arme dominante !

Koursk est ainsi un bon exemple de la manière dont nombre de militaires mais aussi d'universitaires interprètent les leçons de l'histoire. Nous avons toujours une vision imparfaite du passé : les « leçons de l'histoire » sont toujours les leçons de l'histoire telle qu'on la connaît, mais les découvertes historiques peuvent venir relativiser ces leçons.

J'ajoute que les historiens, surtout français, se sont beaucoup désintéressés du fait militaire et plus largement de la théorisation. La littérature stratégique est le fait de politistes ou de spécialistes des relations internationales qui ne sont pas des historiens. Or, quand ils ont besoin de références historiques, ils lisent tous les mêmes historiens, pas forcément les plus récents, et y puisent toujours les mêmes exemples, alors que la moitié d'entre eux est fausse et que l'autre moitié demanderait à être sérieusement retravaillée. Il y a ainsi de véritables poncifs sur la stratégie. Un exemple connu consiste à dire que la ligne Maginot était inutile à cause du char, ce qui ne fut pas le cas : les Allemands ont dû planifier leur offensive en fonction de son existence mais comme ils ont réussi à la contourner, on en déduit que ce type de système défensif est inutile – même si dans le cas de la ligne Maginot, il était mal conçu – et on insiste sur le primat de l'offensive – alors que, depuis 1943, on observe plutôt un primat de la défensive : l'offensive demeure possible, mais avec de grandes difficultés

et des pertes sensibles. Sur un seul exemple mal compris, on a pu affirmer que le primat était à l'offensive et que le char était roi – deux erreurs.

Vous dites dans votre livre que l'époque de la République gaullienne est celle d'une grande cohérence entre l'objectif de l'indépendance nationale et la dissuasion nucléaire qui est le moyen de garantir en tout état de cause cette indépendance. Les Américains avaient-ils une conception aussi rigoureuse que la nôtre de la stratégie nucléaire ?

Aux États-Unis, il n'y a ni la même cohérence, ni la même constance. On a vu se succéder plusieurs conceptions, pas nécessairement harmonieuses, de la dissuasion nucléaire. Il y a des conceptions de dissuasion, mais aussi des doctrines d'emploi – y compris d'emploi offensif. Pendant la présidence Eisenhower, la doctrine américaine était beaucoup plus proche de la doctrine française – mais avec les moyens des États-Unis : la doctrine des représailles massives consiste à menacer l'URSS, en cas d'attaque des États-Unis, de dégâts insupportables pour les Soviétiques. C'est une dissuasion du fort au fort, alors que la dissuasion française est une dissuasion du faible au fort. Eisenhower voulait en fait réduire les capacités nucléaires pour limiter la puissance du complexe militaro-industriel. Avec Kennedy, la doctrine devient celle de la riposte graduée, c'est-à-dire d'une escalade progressive. Avec Reagan, la doctrine est beaucoup plus agressive avec l'idée de frappes préemptives – des frappes de faible puissance mais très ciblées contre les forces soviétiques, contraignant ceux-ci à arrêter l'offensive qu'ils auraient déclenchée contre l'Europe de l'Ouest.

Deux décennies plus tôt, au moment où les États-Unis se faisaient peur avec le « missile gap » – la prétendue supériorité numérique des missiles soviétiques – le général Curtis Le May soutenait lui jusqu'à l'idée d'une frappe préventive directement contre l'URSS !

On voit clairement la différence entre la doctrine française, qui est une doctrine de défense nationale, et une doctrine américaine de superpuissance confrontée à une autre superpuissance et qui fait un usage beaucoup plus actif, dans l'ordre déclaratoire, de la doctrine nucléaire. Cette doctrine est un outil de puissance et conditionne la manière dont l'outil militaire est agencé. La doctrine Eisenhower permettait de réduire les moyens conventionnels, la doctrine de la riposte graduée implique leur développement. Depuis la fin de la Guerre froide, la doctrine nucléaire française reste inchangée alors que les États-Unis continuent de faire évoluer leur doctrine et leur vision de l'emploi de l'arme nucléaire. ■

Propos recueillis par Bertrand Renouvin.

Benoist Bihan, *La Guerre, la penser, la faire*, préface du colonel Michel Goya, Éditions Jean-Cyrille Godefroy, Juin 2020.

Écologie et idéologie « décoloniale »



DR.

Depuis quelques temps, le terme « décolonial » (1) est mis à toutes les sauces, sans que l'on sache trop ce qui se cache derrière. Il faut comprendre comment des disciplines scientifiques, en principe « neutres », peuvent se targuer d'être décoloniales.

Le livre récent de Malcolm Ferdinand, *Une Écologie décoloniale*, en est un parfait exemple... Avant d'entrer dans le cœur du sujet, l'auteur y analyse deux points préalables. Tout d'abord l'écologie proprement dite, où il décrit bien la réalité : elle ne peut se concevoir comme une simple correction ponctuelle des destructions de l'environnement sans remettre en cause le système socio-économique, uniquement motivé par l'exploitation lucrative du milieu sans souci de ses conséquences, qui en est responsable.

L'autre point touche l'histoire et l'analyse socio-économique de la traite des esclaves vers le Nouveau Monde et de

ses conséquences, encore sensibles en Afrique et prégnantes dans la Caraïbe, région prise comme exemple. Là aussi, on ne peut que suivre l'auteur dans ses observations et ses analyses.

L'écologie décoloniale se veut la synthèse idéologique de ces deux points. L'exploitation du milieu par le système de « Plantations » commence par l'extermination des anciens occupants du lieu et l'importation d'esclaves d'Afrique, se poursuit par la déforestation pour permettre une culture de rente coloniale (canne à sucre, banane...) et aboutit *in fine* à la destruction de tous les éléments de l'environnement : les

esclaves déshumanisés, le milieu dénaturé, les animaux massacrés ou tyrannisés. Il s'agit bien d'un bouleversement à tous les niveaux. Vouloir reconstruire une écologie viable impose donc de s'attaquer à tous ces niveaux, donc à l'aspect « colonial » intrinsèque de toute exploitation. Par ailleurs cette reconquête doit être globale (antiracisme, féminisme, antisépécisme...), puisque tout vient de cette même exploitation esclavagiste de la Terre, de l'humanité et des animaux. On le voit, dans cette idéologie, toute exploitation du milieu est réduite à une colonisation « blanche » (la Plantation) qui vit de l'esclavage « noir ». Et la fracture environnementale induite par cette colonisation sépare à jamais deux groupes : celui des « hommes et femmes pauvres, racisés, noirs, rouges, jaunes, arabes, indigènes, musulmans, juifs, bouddhistes, jeunes, homosexuels, âgés, handicapés, et animaux non-humains (sic) », soumis à celui de l'« homme blanc, chrétien, diplômé et de classe aisée » !

Cette vision très réductrice a deux conséquences scientifiques. Tout d'abord, puisque l'écologie décoloniale ne voit les activités de l'humanité tout entière qu'à travers le filtre fortement sélectif de l'esclavage afro-américain, elle est

aveugle aux autres sources de destruction du milieu (comme l'explosion démographique) qui n'entrent pas dans un schéma explicatif colonial. De la même manière, sont ignorés les autres types d'exploitation et de sujétion (les populations déplacées, le prolétariat, les travailleurs des industries délocalisées, etc.), et les autres formes d'esclavage (intra-africain, par exemple) puisqu'ils ne sont pas liés à la Plantation. Un aveuglement comparable avait abouti jadis en URSS à Lyssenko et sa génétique marxiste.

Elle présente un deuxième danger : puisque toute exploitation, de quoi/que ce soit – humains, animaux, écosystèmes – est par nature coloniale et esclavagiste, l'écologie décoloniale nous conduit à une impasse où toute action de l'homme pour se nourrir, se développer, vivre, implique une utilisation du milieu – donc une exploitation coloniale, donc une forme d'esclavage – qu'il faut interdire. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Cf. L'article de Gérard Leclerc « L'imposture décoloniale », dans *Royaliste* n° 1200 du 7 décembre 2020.

Malcolm Ferdinand. *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil, octobre 2019.

Dans les revues

■ **Biopolitique du coronavirus.** – La revue *Cités*, dans sa livraison de décembre, s'interroge : « Dans quelle mesure cet événement : [le confinement de plus de la moitié de l'humanité] confirme-t-il la théorie de la biopolitique telle qu'elle a été fondée par Michel Foucault ? ». Ce néologisme forgé par l'auteur de *Surveiller et punir* caractérise un pouvoir exerçant son emprise sur les individus au regard de leur seule existence biologique. Mobiliser ce concept est inopérant pour apprécier la situation actuelle car, suivant Foucault, « la biopolitique est intrinsèquement liée au libéralisme ». Or, on constate que « la prise en charge de la question de la vie des populations se fait aujourd'hui contre les principes du libéralisme (confinement), contre toute logique capitaliste (risque d'effondrement économique), contre le principe

du "moindre État" (retour en force non seulement de l'État, mais aussi de la souveraineté) ».

Des médias qui maîtrisent mal cette notion complexe, ont offert à Giorgio Agamben, (dont les analyses, divergentes de celles de Foucault, inspirent des sites en ligne très suivis, comme lundimatin), l'occasion de populariser sa thèse sur l'identification de l'état d'urgence et l'état d'exception, niant toute différence entre despotisme et démocratie. Pour le philosophe italien, la biopolitique est par nature totalitaire et avec la Covid, les États dits démocratiques révèlent leur nature profondément totalitaire. Or les réalités contredisent ces théories. Certes, « les États quelle que soit la forme de leur régime politique, ont fait de la protection de la vie des citoyens leur impératif catégorique, derrière lequel passait toute autre considération ». Mais ils l'ont fait parce que ce choix était exigé d'eux, signe d'ailleurs d'un pouvoir de

l'opinion dont ne tient pas compte la théorie foucauldienne. Ils l'ont fait parce que c'est « la décision d'un confinement général qui, par définition ne fait pas acception des individus, qui est susceptible de les protéger le plus efficacement comme individus ».

On peut discuter le bien-fondé de la création d'un nouveau régime d'exception tel qu'il a été mis en œuvre en France. On peut considérer l'état d'urgence sanitaire comme « le produit d'un excès de zèle de l'État, sacrifiant des libertés individuelles, sur l'autel de la protection de la santé publique ». Mais dans un système libéral, l'état d'exception est admissible lorsque sont réunies les conditions identifiées par Bernard Manin comme constituant « le paradigme de l'exception » : autorisation du parlement et durée limitée, notamment. La faiblesse de l'encadrement judiciaire de cet état d'urgence, l'inquiétude quant à la banalisation d'une situation excep-

tionnelle, ne remettent pas en cause le fait que l'état d'urgence s'est fait dans le cadre d'un État de droit, au regard de ces critères. Le constater et contester la pertinence des explications que les promoteurs de la théorie « biopolitique » ont donné de l'environnement politique de la crise sanitaire n'est pas un simple débat entre spécialistes.

Un article hors dossier rappelle que derrière la théorie d'Agamben sur l'état d'exception permanent et sa critique des démocraties contemporaines, il n'y a pas que des sources théoriques, mais aussi des sources militantes, qui renvoient à une justification de la violence telle qu'elle fut pratiquée lors des années de plomb, et à des théories conspirationnistes que l'auteur « star » de la gauche radicale s'est vu reprocher de diffuser. Un reproche qui, de notre point de vue, ne prive pas sa réflexion d'intérêt.

L.L.

Revue *Cités*, n° 84/2020, PUF, décembre 2020.



par Gérard Leclerc

La Familia grande

D'abord un aveu. J'ai beaucoup hésité avant d'écrire ce papier. Sujet trop délicat. Certes, la lecture du livre de Camille Kouchner m'avait beaucoup touché, mais cette intrusion dans une vie personnelle, une intimité familiale, je préférerais la garder pour moi, remâchant son amertume, préférant garder en moi sa blessure. Ajouter un commentaire était presque au-dessus de mes forces, d'autant que lorsqu'il y a un scandale, même public, il me suffit d'entendre l'explosion médiatique, sans vouloir y ajouter. Et, les gens à terre, je n'ai nulle envie de me joindre à la troupe pour les lyncher, fussent-ils gravement coupables. Mais ici, l'affaire avait aussi une dimension sociale, une exemplarité qui, immédiatement, allait produire ses effets. Oui, il est vrai que l'inceste constitue une atteinte à la personnalité des enfants, à un degré tel qu'elle les détruit. Et il fallait la publication de ce récit poignant pour provoquer une vague impressionnante de témoignages attestant qu'il s'agit d'un fléau qui mine un nombre considérable de personnes. Les chiffres, qui vont de 5 à 10 % de la population, défient l'imagination.

Par ailleurs, la qualité de l'écriture de Camille Kouchner confère à son livre une fonction cathartique qu'aucun rapport de police n'aurait pu assumer. On peut y voir l'analogue de la tragédie grecque, qui avait pour mission de révéler au public la gravité des menaces qui planaient sur lui, sans toujours lui offrir les clés de sa délivrance. Ce qui diffère, c'est l'absence dans le récit-confession du caractère mythologique, symbolique et rituel des Grecs. Le coupable est exposé, visage nu, à la violence collective. Peut-être est-ce le prix à payer au refus d'admettre la vérité. Marie Balmay vient de rappeler quelle difficulté elle éprouva, il y a quarante ans, à faire admettre sa thèse universitaire sur le déni de Freud quant à la responsabilité de son père, qui n'était certes pas du même ordre mais se rapportait aux notions d'interdit et de faute largement prosrites. L'invention de l'Œdipe était le moyen de soustraire la faute parentale comme cause des pathologies des enfants.

Un certain rationalisme avait aussi contribué à évacuer le drame dans sa densité humaine : « *Il convient aujourd'hui de ramener la science à la raison modeste. Abandonner la science comme religion, écouter le cœur humain. Il a ses raisons, le cœur. Il est plus fort pour démasquer le mal.* » (Marie Balmay dans *L'Obs*, 27 janvier). Telle est bien la marque de Camille Kouchner, qui nous transmet son drame familial, toujours avec la plus extrême sensibilité, jamais sous l'angle clinique. Cette famille détruite, elle l'aime et continue à l'aimer, en dépit de tous les défauts qu'elle nous révèle, alors même que bien des liens se sont brisés. C'est avec tendresse qu'elle évoque tous les membres de sa famille, notamment sa grand-mère maternelle et sa tante, la comédienne Marie-France Pisier. Le destin de ces deux proches ajoutera au tragique de l'histoire, avec l'obsession de la mort et du suicide.

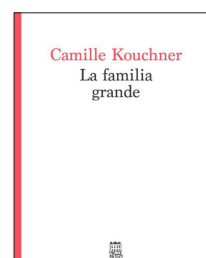
Mais il y a un second volet à cette affaire Duhamel. C'est précisément la dimension « familia grande », le prédateur ayant un statut officiel, un rôle universitaire et politique qui le signale à l'attention générale. Sans doute faut-il se garder de la tentation du règlement de compte à l'égard du milieu ou de la classe qu'il représente. Cela n'empêche pas qu'on est bien obligé de relier un destin singulier à un pan d'histoire

contemporaine. Toute une mouvance de gauche y affirme son leadership intellectuel, à travers une évolution qui part d'un révolutionnarisme exalté pour se dissoudre dans un libéralisme libertaire à l'heure du mondialisme. Sans doute Camille Kouchner ne traite pas directement cet aspect, sauf à travers quelques allusions ou quelques rappels dont il nous faut apprécier la portée.

Oui, au départ, il y a l'aventure cubaine et le rapt amoureux d'Évelyne, la mère de Camille, par le *lider maximo* en personne : « *La révolution. Pour moi, un grand chef révolutionnaire attiré par une jeune femme. Une idéaliste cédant au machisme qu'elle combat.* » On a beau être militante féministe, on n'en est pas moins femme. Et Bernard Kouchner, qui épousera Évelyne Pisier est alors pleinement sous influence. Son parcours militant ne lui permettra pas d'assumer l'éducation de ses trois enfants, mais on ne saurait oublier ce qu'il eut souvent d'héroïque et comment il participa d'une déprise à l'égard de la tentation totalitaire. Lorsqu'il divorce, il laisse sa place à un beau-père, par qui se produira la catastrophe. Un beau-père, qui lui aussi vient du révolutionnarisme mais a pris également le tournant de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Il avait publié un essai sur le Chili d'Allende : « *Après Cuba, le Chili, avec Cuba, le Chili, la gauche en étendard, nous serons bientôt la familia grande.* » La *familia grande*, c'est toute la mouvance sur laquelle règne un intellectuel paré de tous les prestiges : « *Universitaires, philosophes, sociologues, professeurs de droit, juristes, magistrats, avocats, bientôt ministres, à l'heure du café. La culture et les mots tout le temps.* » Les mois d'été, ce beau monde se retrouve dans une superbe propriété à Sanary dans le Var, baignant dans un climat de mœurs dites libérées, où les enfants sont étroitement associés aux jeux particuliers des adultes. L'argent, d'évidence, ne manque pas du côté de cette gauche, à mille lieues de la condition ordinaire du populo.

Le problème ici, c'est qu'il s'agit d'une sorte d'hyper classe qui a toutes les prétentions à dominer du haut de sa supériorité : « *Dès 1990, la gauche révolutionnaire se cède à la gauche caviar ; le pouvoir rapporte (...). À Sanary, Rocard, Cresson, Bérégovoy, plus tard Jospin, trouveront plus de fans que Castro et Allende. Fans de pouvoir, souvent arrivistes nés. Mon beau-père entend ancrer tous ces gens dans son obsessive identité. La familia grande est une AOC (appellation d'origine contrôlée).* » On comprend que Camille, qui porte le lourd secret de son frère, objet des pratiques du beau-père, ait voulu rompre avec ce milieu. Mais il a fallu les révélations de son livre pour que l'on découvre l'identité véritable de cette *familia grande*, dont il conviendrait maintenant d'établir tout le bilan. ■

Camille Kouchner
La Familia grande
Seuil, janvier 2021.



Anticipations raisonnables

La crise sanitaire invalide tous les schémas sur l'économie du Marché mondialisé. Au terme d'analyses rigoureuses et remarquablement décapantes, Robert Boyer, contributeur majeur de l'École de la régulation, présente dans son dernier livre les principales hypothèses de transformation des systèmes capitalistes.

L'heure de la mondialisation, tous les pays du monde auraient dû réagir de la même manière à la menace, identique pour tous, de la Covid-19. Tel ne fut pas du tout le cas. Alertés par l'épidémie du SRAS en 2004, la Corée du Sud, Taiwan et Hong-Kong ont réagi efficacement, alors que les États-Unis et l'Europe s'estimaient hors d'atteinte des virus asiatiques. A cette surprise aux conséquences catastrophiques, s'ajoute un cruel paradoxe : l'Organisation mondiale de la Santé, qui aurait dû coordonner la lutte, n'a pas accompli sa mission.

Face à l'incertitude radicale provoquée par la pandémie, les réactions étatiques, désordonnées, se sont faites selon les particularités historiques, les systèmes sociaux et les imaginaires propres à chaque nation – hors des cadres tracés par les économistes néo-libéraux. « L'ordre spontané », l'allocation optimale des ressources par le Marché, les calculs rationnels des agents et des firmes ont disparu des discours car il a fallu recourir, après la surprise initiale et en toute urgence, à une intervention massive des États et des Banques centrales, sans plus se soucier de l'équilibre budgétaire et du poids de la dette publique.

Robert Boyer analyse en toute rigueur les dispositifs mis en place pour empêcher un effondrement généralisé et les réactions divergentes des principaux pays. En Amérique latine (Brésil, Mexique) et dans maints pays en voie de développement, les gouvernements ont choisi un confinement court parce que l'épidémie touche surtout les pauvres et le secteur économique informel. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a soutenu les entreprises et les milieux privilégiés partisans du maintien ou de la reprise rapide de l'activité, au prix d'une surmortalité des classes populaires et des minorités – la protection sociale étant liée à l'emploi. Dans les pays relativement égalitaires en matière sanitaire (France, Allemagne), les entreprises et les citoyens ont accepté un confinement long parce que l'État socialise les pertes des entreprises et de ceux qui y travaillent. Ces réactions divergentes annoncent une fragmentation croissante de l'économie mondiale, par renforcement du pouvoir des États et des Banques centrales, mais aussi des contraintes aggravées sur les citoyens sous prétexte de protection sanitaire.

Mais « l'Europe-puissance » ? Mais



Robert Boyer plaide pour que l'économie réintègre l'histoire, la politique et le sens du temps long.

la « forteresse euro » ? Le constat de Robert Boyer est implacable : la pandémie souligne la fragilité de l'Union européenne qui n'a jamais remédié à ses périlleuses faiblesses. L'euro reste une monnaie factice, gérée par une BCE qui doit composer avec les Trésors publics des pays-membres et qui n'empêche pas la divergence croissante entre les États du Nord et ceux du Sud. L'Union européenne survit aujourd'hui sur le cimetière des règles qu'elle avait proclamées et pourrait s'effondrer à la suite d'une nouvelle crise de l'euro, survenant cette fois en Italie, ou d'une nouvelle crise financière internationale. Ce n'est pas du côté de Bruxelles, de Francfort et de Berlin qu'il faut chercher le salut.

D'ailleurs, le salut des sociétés frappées par le Covid-19 est hautement problématique. Les anticipations solidement raisonnées de Robert Boyer permettent de tracer deux perspectives majeures qui reposent sur deux certitudes :

Il est vain d'espérer un retour à la normale. « *Le propre des crises est de s'ouvrir sur la contingence, car le retour au statu quo apparaît impossible et il faut innover pour surmonter l'incertitude radicale qui paralyse l'action des entreprises et des individus.* » Robert Boyer souligne par ailleurs que l'ordre ancien dont les élites cultivent la nos-

talgie « *était plus un fragile bricolage, cachant de grands désordres, qu'un régime socio-économique prometteur.* »

Il est naïf de croire qu'on pourra bâtir sur une table rase qui permettrait de lancer tous les projets empêchés par la globalisation financière. Ceci pour une simple et forte raison : le capitalisme, dans la phase actuelle de son évolution, n'a pas du tout dit son dernier mot.

La première hypothèse formulée par Robert Boyer est, en effet, celle d'un durcissement du capitalisme. La pandémie « *fait mûrir un capitalisme de plateforme transnational, bâti sur le rassemblement et le traitement étendu d'une énorme masse d'informations recueillies en temps réel.* » Les Gafam peuvent servir les visées totalitaires d'un Parti-État, en Chine, ou imposer leurs volontés aux États démocratiques et permettre, dans les deux cas, l'avènement d'une société de surveillance profondément inégalitaire.

La deuxième hypothèse est celle de l'apparition d'un nouveau modèle de développement dont Robert Boyer détaille les conditions de possibilité. Il faudrait en finir avec l'impérialisme de l'économie, en ce moment où les économistes découvrent qu'ils sont dépendant des sciences de la nature – puisqu'ils doivent fonder leurs anticipations sur les prévisions épidémiologiques et sur les découvertes médicales. Il faudrait donc réarticuler les différents domaines, économique, financier, monétaire et politique en reconnaissant le rôle décisif de l'État. Les pouvoirs publics et les entrepreneurs devraient prendre appui sur la tendance lourde qui privilégie les secteurs de la santé, de l'éducation et de la culture, plutôt que l'achat de biens durables, et investir massivement pour le développement de ces biens publics. Il faudrait que l'État préside à l'établissement d'un modèle d'économie mixte associant le secteur public et le secteur privé, impose sa loi et sa temporalité au capitalisme financier, résolve le faux problème de la dette publique par l'accélération de l'inflation...

La suite de notre histoire n'est pas écrite. Robert Boyer dit clairement que le modèle qu'il propose ne peut être mis en œuvre sans la constitution d'un bloc politique capable de gouverner. Là aussi, nous sommes dans l'expectative. ■

YVES LANDEVENNEC.

Robert Boyer, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, La Découverte, octobre 2020.

Un amour à l'épreuve de l'histoire

Nés à Odessa, adolescents pendant la guerre civile russe, puis émigrés en Palestine, Sioma et Tzipora ont formé un couple de révolutionnaires meurtris par les tragédies du XX^e siècle.

Alorsqu'en France on commémore distraitemment le centième anniversaire de la fondation du Parti communiste français, la mémoire de l'engagement communiste s'étiole et risque de se réduire à quelques clichés. Ce serait regrettable car le communisme compta parmi les plus grandes tragédies du XX^e siècle. Notre cher Raphaël Draï nous disait lors d'une conférence que « *le communisme, c'est une prophétie qui a mal tourné* ». Cela explique que l'extrême violence déclenchée par le bolchévisme ait porté avec elle de pures figures de militants saisis par la mystique révolutionnaire, le plus souvent meurtris ou broyés par l'appareil communiste.

Pur parmi les purs, Sioma Thabor baigne dès l'enfance dans l'ambiance révolutionnaire. Il a six ans quand son père lui raconte la Révolution de 1905 et le pogrom qui a ensuite frappé les Juifs d'Odessa. Il a huit ans quand il voit tomber son ami Gricha, mortellement touché lors du mi-



traillage d'une manifestation ouvrière. Il travaille pour un brocanteur tout en bénéficiant de l'enseignement de Yeshoua, un admirable professeur. A partir de 1917, Odessa subit toutes les tourmentes. Petlioura, chef de l'armée nationaliste ukrainienne, laisse opérer l'extrême droite pogromiste – les Cent-Noirs que Sioma affronte physiquement. Transporté vers une ambulance, il aperçoit une très jeune fille, Tzipora Eppelbaum, qui a appelé les secours. C'est la naissance d'un grand amour qui conduit Sioma à enlever Tzipora à sa famille, l'arme à la main. Le jeune homme est alors militant communiste mais il campe sur les marges. S'il fait la guerre dans la cavalerie rouge, il fréquente aussi un groupe sioniste minoritaire, le Poalé Zion, qui rêve, avec Martin Buber, de créer en Pa-

lestine un Etat binational réunissant les Juifs et les Arabes. Dans la Palestine sous mandat britannique, Sioma et Tzipora participent au développement du Yishouv – les implantations juives – et voient progresser la violence : alors que certains sionistes veulent vivre et travailler avec les Arabes et rencontrent chez eux un accueil favorable, d'autres sionistes veulent une conquête militaire et la Main Noire du Grand Mufti de Jérusalem liquide par centaines ceux qui coopèrent avec les Juifs. En 1936, les manifestations juives et arabes contre les Anglais sont réprimées dans le sang. Arrêté, Sioma est expulsé vers l'Espagne avec plusieurs de ses camarades. Il laisse en Palestine l'admirable Tzipora et leur fils Alexandre.

Débarqué à Alicante dé-

but novembre, Sioma et son groupe de « Palestiniens » rejoignent immédiatement les Brigades internationales et sont affectés à la Cité universitaire de Madrid qu'ils défendent avec succès. C'est pendant ces combats acharnés que Sioma retrouve Jeanne Lev, journaliste radi-calement indépendante qui n'hésite pas à faire le coup de feu, mais qui dénonce les exécutions ordonnées par le NKVD, avant d'être à son tour éliminée.

Après les horreurs de l'arrière et les batailles perdues, Sioma parvient à gagner la France. Interné au camp du Vernet, il a pu revoir Tzipora et son fils sur un quai de gare avant d'être expédié en Algérie au camp de Djelfa. Libéré en 1942, il rejoint Moscou puis la Palestine sans jamais revoir Tzipora, entrée dans la Résistance à Paris, arrêtée, déportée et gazée à Auschwitz. C'est à Paris, en 1958, que Sioma retrouve son fils Alexandre, rescapé des persécutions vichystes et nazies et devenu, au soir de sa vie, l'auteur du livre qui sauve ses parents de l'oubli. ■

B. LA RICHARDAIS.

Alexandre Thabor, *Les aventures extraordinaires d'un juif révolutionnaire*, Temps Présent, 2020. Préface d'Edgar Morin.

Roman historique

■ **Profiteur de guerre.** - Sir Basil Zaharoff (1849-1936) restera le plus célèbre marchand d'armes de tous les temps. N'a-t-il pas été immortalisé par Hergé sous le nom de Bazaroff dans *L'Oreille cassée* ? Levantin de Constantinople à la généalogie obscure, il voyage très jeune pour des affaires peu reluisantes, jusqu'à ce qu'il trouve une place de représentant d'un fabricant de canons pour qui sa capacité à s'adapter à ses interlocuteurs fait merveille.

Le début de sa fortune vient avec la guerre d'indépendance de Cuba (1895-1898), largement fomentée par les États-Unis contre l'Espagne. Le cynisme des Américains, maniant les idéaux démocratiques pour leurs seuls intérêts impérialistes, le conforte dans son mépris

des grands discours. Il n'oubliera jamais que le pouvoir des médias a autant d'importance que le sort des armes et sera conforté dans l'idée – acquise dès son adolescence ottomane – que tout (et tout le monde) s'achète. Basil Zaharoff fut donc un des plus grands corrupteurs de son temps, obligeant avec plus ou moins d'élégance ici un amiral ou un ministre des Armées, là un roi ou un président du Conseil, voire un révolutionnaire communiste. Conseillant à tous de s'armer toujours plus pour faire face à des périls sur lesquels il fournit des informations puisées aux meilleures sources, puisqu'il vend à tous en faisant monter les enchères. Ce qui lui permet à la fin de toujours avoir une place parmi les vainqueurs.

Il fut aussi, avec cet argent mal acquis, un grand philanthrope. Sa personnalité resta mystérieuse. Les mésaventures de ses *Mémoires* se-

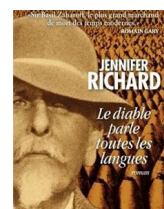
crets, dérobés en son beau château de Balincourt, dans le Vexin français, et qui lui furent mystérieusement restitués par la police, avant de brûler dans un incendie bien opportun, nous privent à jamais de son témoignage direct. À coup sûr, il fut un être complexe, que son amour sincère pour une jeune duchesse espagnole poussa à des excentricités. Il s'était convaincu qu'il pourrait acheter à sa Dulcinée la principauté de Monaco – rien que ça – sans succès cette fois-ci.

C'est ce roman d'une vie totalement hors normes que tente de restituer avec talent la romancière guadeloupéenne Jennifer Richard. Elle met, grâce au dialogue entre le vieux milliardaire désabusé et la plus intelligente de ses filles, de la psychologie et des idées générales là où la fiche Wikipédia ne nous donne que des faits plus ou moins établis. Ce roman est dé-

dicacé aux Gilets jaunes et à Julian Assange. On lui pardonnera quelques anachronismes dans les termes puisqu'ils aident à la compréhension de notre propre monde. Celui-ci n'a rien perdu de sa sauvagerie et du cynisme – notamment américain – dont Zaharoff a su tirer si grand parti. Les profiteurs de guerre d'aujourd'hui sont probablement moins romanesques. On le regretterait presque.

FRÉDÉRIC AIMARD.

Jennifer Richard, *Le diable parle toutes les langues*, Albin-Michel, janvier 2021



DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (16)

Henri Fruchaud

Professeur en médecine, brillant combattant de 14-18, militant royaliste, Henri Fruchaud rejoint la France libre dès l'été 40 et s'engage jusqu'à la victoire. De Gaulle le fera compagnon de la Libération.

Henri Fruchaud est né à Angers en 1894. Comme son père, il fait de brillantes études à la Faculté de médecine et devient interne des Hôpitaux de Paris. Lors de la Grande Guerre, jeune infirmier, il brancarde et soigne sur tous les fronts : la Marne, Ypres, le mont Saint-Éloi, Loos, Verdun, la Somme. Le jeune interne-chirurgien passe quatre ans au milieu des poilus et découvre que la médecine de guerre n'est pas vraiment adaptée, bien trop loin du front... Il en tire des conclusions pour la guerre à venir. En attendant, il reçoit nombre d'éloges, la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre 1914-1918. Passionnée de photos, sa famille garde une collection de plaques photographiques des fronts de la guerre 14-18 d'une rare qualité. Démobilisé il retourne à Angers où il devient professeur en chirurgie.

Monsieur le professeur adhère à l'Action française et participe à de nombreuses réunions de la section royaliste d'Angers. À plusieurs reprises son nom apparaît dans les listes de souscripteurs. En mars 1934, à Nantes, il est à la table d'honneur du grand Banquet des Médecins monarchistes de l'Ouest (200 participants) présidé par Charles Maurras.

39-40, la guerre, la drôle de guerre. Fruchaud retourne dans l'armée. Mai-juin 40, il suit la débâcle et écoute le discours du général. De Saint-Jean-de-Luz, il part pour Londres et rejoint les Forces françaises combattantes. Charles de Gaulle le nomme à la direction des services de santé. Mais il refuse d'être un pantouflard qui part chaque matin à son petit travail pendant que les autres sont au front. Fruchaud décide, malgré son âge, de participer physiquement à l'aventure. Il est avec l'escouade française qui part vers Dakar en septembre



Le médecin-colonel Henri Fruchaud (1894-1960). Commandeur de la Légion d'Honneur, compagnon de la Libération. Croix de guerre 14-18 et 39-45.

1940. À l'arrivée au Sénégal, le 23 septembre, il soigne Thierry d'Argenlieu et Jean Bécourt-Foch blessés par leurs compatriotes aux ordres de l'amiral Darlan. Placé à la tête du service de santé des Forces françaises libres, il met en place un service d'ambulances destiné à accompagner le corps expéditionnaire en Afrique de l'Ouest. Il va appliquer sa doctrine : « *Opérer le blessé le plus tôt possible, le plus près des lignes, lui éviter les longs transports si meurtriers à cette époque, dans ce théâtre d'opérations aux lignes de communication très longues et pénibles dans un climat peu clément.* » Après Dakar, il participe à la campagne du Gabon. En février et mars 1941, il accompagne les FFL en Érythrée et prend la tête du service chirurgie de l'ambulance Hadfield-Spears. C'est finalement au Liban que le service prend ses marques, après les bombardements vichystes sur les Forces françaises libres. Le 21 juin, l'ambulance est déplacée vers Damas, où elle traite plus

de quatre cents blessés, avant que les deux camps ne signent un armistice, le 14 juillet 1941, à Saint-Jean d'Acre.

En décembre 1941, promu médecin-lieutenant-colonel, il repart au combat vers la Libye. Il organise un poste chirurgical sur la position de Bir-Hakeim où il se trouve en mai 1942. Le 26 mai, il est au milieu de la bataille Comme le dit son confrère le médecin général Reilinger : « *Il fallait voir Fruchaud à Bir-Hakeim, assis dans une tranchée individuelle, un véritable trou plein de cette poussière fine du désert de Libye, rédigeant sur ses genoux son tome I de Chirurgie de guerre...* » (1). Devant opérer les blessés dans des conditions épouvantables sous les bombardements ennemis, il parvient, avec son équipe, à évacuer les lieux le 10 juin.

Joseph Kessel raconte cet étrange docteur : « *On avait un autre professeur avec nous, un médecin celui-là, il s'appelait Fruchaud. Il n'avait ni l'âge, ni la santé pour la guerre. Pourtant il a fait toute*

la campagne. A Queren, il opérait en toute première ligne, à 2000 mètres d'altitude, à deux jours de marche de la base de départ. Il en a sauvé des hommes celui-là... » (2) Ce que confirme Mary Borden (Madame Spears) : « *C'était un tigre capable d'opérer 24 heures d'affilée à la vitesse de la lumière.* » (3)

Après Bir-Hakeim, le professeur, gravement malade, quitte l'ambulance Hadfield-Spears pour être soigné à Alexandrie. Puis il est affecté à l'hôpital militaire de Damas et devient chirurgien-consultant des Forces françaises libres pour tout le Moyen-Orient. Pourtant, il ne s'arrête pas là. En septembre 1943, il rejoint le corps expéditionnaire français lors de la campagne d'Italie et participe aux combats : Monte Cassino, Garigliano, Venafrò, etc. L'année suivante, il retourne en Syrie où il devient médecin-chef de l'hôpital Saint-Louis à Alep, au point que cet hôpital est communément nommé l'hôpital Fruchaud. Le général de Gaulle le fait compagnon de la Libération par décret du 16 octobre 1945.

Après-guerre, Henri Fruchaud travaille à l'hôpital d'Alep jusqu'en 1954. Quitte ce Moyen-Orient là, il s'installe au confins du désert, à Ghardaïa en Algérie, où il bâtit un hôpital. En 1959, sa santé étant déclinante, il décide de rentrer en métropole où il exerce quelques mois à l'hôpital de Poitiers. En 1960, victime, en plein travail, d'une hémorragie cérébrale, devenu hémiparétique, il décède en août. Il est enterré auprès des siens au cimetière de Trémontines (Maine-et-Loire). ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(A suivre : R. d'Harcourt.)

(1). Revue de la France Libre n°128 septembre-octobre 1960.

(2). Joseph Kessel, *Tous n'étaient pas des Anges*, éditions 10/18, 1963.

(3). Mary Borden, *Journey down a blind alley*, roman paru aux États-Unis.

Brèves royales

■ **Turquie, le 18 janvier** : Le Şehzad Dündar Abdülkerim Osmanoglu est décédé à l'âge de 90 ans, indique la maison impériale dans un communiqué officiel. Descendant du dernier sultan Abdul Hamid II, le prince était le prétendant au trône de Turquie depuis 2017. Depuis l'accession au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, la maison impériale a été largement réhabilitée et un projet de statut officiel est à l'étude.

■ **Cambodge, le 22 janvier** : Retour en politique de l'ancien Premier ministre et prince Norodom Ranariddh, frère du roi Norodom Sihamoni. Selon son parti, le Funcinpec, le prince a retrouvé les capacités qui lui permettront de reprendre les rênes du Parti royaliste. Il a reçu discrètement un traitement en France peu de temps après son étrange accident en juin 2018, alors qu'il était en pleine campagne électorale.

■ **Portugal, le 25 janvier** : « *Je pense que je dois être le seul Portugais à ne pas voter. En votant, cela signifie que je prends parti pour l'un des candidats. J'ai toujours insisté sur le fait que dans ma position, je devais rester neutre et il en devrait être de même pour le président de la république* », a déclaré Dom Duarte de Bragança lors d'une interview à la télévision portugaise qui interrogeait le prétendant au trône à la veille des élections présidentielles.

■ **Allemagne, le 26 janvier** : Le parti Vert demande au Bundestag de clarifier sa position sur les demandes des Hohenzollern. Depuis des années, les descendants du Kaiser Guillaume réclament que l'État fédéral restitue leurs anciennes propriétés, nationalisées après 1945 du fait de leur attitude ambiguë vis-à-vis du régime nazi. Alors que les élections législatives se profilent, les Verts mettent dans l'embarras la CDU, connue pour ses complaisances vis-à-vis des Hohenzollern.

■ **Australie, le 26 janvier** : Un récent sondage montre que l'écart se creuse de plus en plus entre monarchistes et républicains dans cette partie du Commonwealth. Si un référendum devait avoir lieu, 40 % des Australiens voteraient pour conserver la monarchie contre 34 % en faveur de la république. C'est dans la gauche australienne (écologistes compris) que l'on trouve le plus de pro-républicains avec 46 % contre 41 %.

FRÉDÉRIC DE NATAL

Maison de France

Actualité : le comte de Paris répond présent



Mgr le comte de Paris était l'invité de l'émission « L'heure des pros » sur CNews, le 21 janvier dernier à 9h30. Il a répondu aux questions de Pascal Praud et de ses invités. L'occasion, pour le prince, de souligner qu'il était un recours : « *Dans un monde qui va à vau l'eau, la figure du prince est importante. Fidèle à l'histoire, il peut se projeter avec beaucoup de liberté en connexion très étroite avec les Français et les Françaises* ».

Quelques jours plus tôt, dans un communiqué de presse, il affichait son opposition au rapprochement de Carrefour et de son concurrent canadien, le groupe Couche-tard en ces termes : « *Carrefour est une grande entreprise française, un "chaînon essentiel de la souveraineté et de la sécurité alimentaire des Français"* a déclaré Bruno Le Maire, en opposant son veto au rachat de ce groupe par un opérateur étranger. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette prise de position courageuse et lucide qui sera sans aucun doute soutenue au plus haut niveau de l'État. Avec l'assurance que le Président de Carrefour, Alexandre Bompard, comprend l'intérêt pour notre pays de l'engagement de l'État à ses côtés. »

Communiqué de la NAR

■ **Vaccination : une situation très préoccupante**. Le président de la République s'était engagé, il a six mois, à renforcer notre souveraineté sanitaire, en développant ou en relocalisant, certaines productions. Or, nous sommes aujourd'hui le seul, parmi les grands pays, à ne développer aucun vaccin en propre et à n'en produire aucun. Les retraits de Pasteur et de Sanofi illustrent cet échec.

Par ailleurs, les retards annoncés par Pfizer, Moderna et maintenant Astra-Zeneca dans la livraison des vaccins interrogent fortement le choix qui a été fait de confier aux institutions européennes le pilotage de ces commandes. Bruxelles, dont les lourdeurs bureaucratiques sont connues, est à l'évidence dépassé par les événements. Sans parler de la répartition des stocks, qui tend – semble-t-il – à privilégier certains États membres.

Enfin, au plan national, la logique très centralisée qui a prévalu lors du premier confinement, et que deux rapports parlementaires ont dénoncé à juste titre, se poursuit. La gestion des stocks par les ARS a provoqué des retards de livraison dans les EHPAD, elle conduit à marginaliser les réseaux libéraux et les collectivités territoriales qui devraient pourtant être en première ligne dans la diffusion du vaccin, comme c'est le cas chez nos voisins.

La NAR estime que les commissions d'enquête parlementaire doivent se saisir au plus vite de cette situation, fournir des réponses aux questions que se posent les Français et faire pression sur le gouvernement pour qu'il révisé en profondeur sa politique de vaccination.

Les mercredis de la NAR

Compte tenu du confinement, nos Mercredis se déroulent entièrement à distance sous forme de visioconférence, devant un public restreint. Chaque séance est enregistrée et nos lecteurs peuvent y accéder dès la semaine qui suit sur la chaîne Youtube de la NAR (1).

Mercredis 3 février :

Laurent Joly

« Vichy, les nazis et la persécution antisémite »

Mercredi 10 février :

Sujet non encore fixé

(1) <https://www.youtube.com/channel/UCRms3CbECdnZlqHXM1TGkg>

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : I. Sullivan

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20€) ☐ SIX MOIS (30€) ☐ UN AN (50€) ☐ UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50€)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

Militer aujourd'hui

Dans un article publié sur *slate.fr*, Gaël Brustier évoque le déclin du militantisme partisan. Ce fait est amplement avéré. La société formée par le Parti communiste et ses organisations satellites est un lointain souvenir, le Parti socialiste a perdu la plupart de ses militants et la moitié de ses adhérents, le Rassemblement national est une formation électorale qui serait incapable d'organiser une manifestation de rue et la République en Marche est un parti-entreprise dépourvu de toute tradition militante.

En dehors de la campagne présidentielle, où les partis investissent des sommes colossales dans des réunions-spectacles, les partis politiques ne sont plus capables d'organiser des réunions et des débats. À l'exception de *L'Humanité*, la presse partisane a disparu : *La Nation* des gaullistes et *L'Unité* des socialistes n'ont pas eu de postérité et le Front national ne s'est jamais doté d'une publication militante.

À droite comme à gauche, on a cru dur comme fer à la Communication sans comprendre que le remplacement des militants par des publicitaires serait lourd de cruelles déconvenues. Les prétendus experts en manipulation de l'opinion publique et les dirigeants politiques qui les écoutaient bouche bée ont marginalisé puis réduit à néant le travail de réflexion et la formation des militants. Je n'oublie pas les facilités et les mensonges de la propagande à l'ancienne et les divers sectarismes. Mais les partis offraient à leurs militants un accès aux grandes œuvres et assuraient à leur façon une tâche d'éducation populaire qui stimulait les appétits intellectuels et finissait bien souvent par bousculer les contraintes idéologiques.

Gaël Brustier a cent fois raison d'écrire que l'inculture politique met en péril la vie politique en tant que telle, dans ses institutions et ses pratiques. Face à la crise sanitaire, nous voyons bien que les erreurs et les fautes qui s'accumulent sont le résultat d'une incompréhension de la stratégie, qui implique une logistique, et d'une méconnaissance de la politique économique – réduite aux clichés de l'idéologie dominante. Des dirigeants très diplômés, qui n'ont pas acquis un sens critique à l'école du militantisme et qui ont perdu en chemin leur culture générale, sont voués à tous les fourvoiements.

Le désespoir nous saisirait si Gaël Brustier ne limitait pas son analyse au militantisme dans les partis politiques. Dans le syndicalisme de résistance, le militantisme se porte plutôt bien – même si la quasi-disparition des services d'ordre pose de graves problèmes lors des manifestations. L'ampleur des

mobilisations syndicales, en 2006, en 2010, en 2020, montre la pugnacité des bases militantes à la CGT et à Force ouvrière, malgré les batailles perdues. Le militantisme politique évolue quant à lui sur les marges : les Identitaires à la droite du Rassemblement national, les Indigénistes et les autonomes façon Black Bloc à la gauche de la gauche. On dira que ce sont des groupuscules, mais leurs thématiques se diffusent dans l'opinion publique. Quant aux militants écologistes, ils se retrouvent dans maintes associations dont l'influence est manifeste et expriment d'authentiques courants de pensée. Il est vrai que ces groupes et ces groupuscules n'offrent pas de débouchés politiques, mais ils témoignent, quoi qu'on pense de leurs actions, d'une réelle vitalité militante.

On peut se plaindre, à bon droit, d'une vie politique neutralisée par l'oligarchie, sous l'œil de tribus militantes aussi vindicatives qu'impuissantes. N'oublions pas que d'autres configurations militantes étaient possibles et demeurent envisageables. Philippe Séguin, après le référendum sur Maastricht, pouvait, en quittant le RPR, lancer un vaste rassemblement populaire. Il ne l'a pas fait. Jean-Pierre Chevènement aurait pu continuer l'aventure du Pôle républicain après la présidentielle de 2002. Il ne l'a pas fait. Nous avons, sur ces deux renoncements, des souvenirs précis... Jean-Luc Mélenchon pouvait, à sa manière, développer et élargir la France insoumise. Il ne l'a pas fait. Qu'on ne nous dise pas que les conditions politiques n'étaient pas favorables et qu'il y avait en face des adversaires implacables ! Dans les deux premiers cas que j'évoque, il y avait un riche potentiel militant, une base électorale solide et un projet politique issu de réflexions et d'expériences communes. À la France insoumise, il y avait une fraction patriote en quête d'un rassemblement national et républicain...

Rien ne sert de se lamenter sur les déconvenues passées. Les échecs subis n'ont pas empêché le développement d'une pensée alternative à partir de l'exigence de souveraineté. Cette pensée est diffusée par des militants qui ne collent pas d'affiches mais qui utilisent depuis 2005 les vastes ressources d'internet : ils sont prêts, n'en doutons pas, à s'engager dans des campagnes de grande envergure. Nous avons dit cent fois que le parti républicain, ou parti des Politiques, était en attente de son fédérateur. Encore faudrait-il, s'il se manifestait dans les mois qui viennent, qu'il ne se lance pas dans l'action pour se faire remarquer du Pouvoir ou pour s'en faire aimer, mais pour sauver l'État et la nation. ■

Sommaire

Page 2 - Vaccination : du mou dans la seringue. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Les Diafoirus et le reconfinement hybride. – L'Écho du net.

Page 4 – EDF et les travaux d'Hercule. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Faudra-t-il rembourser la dette publique ?

Page 6 – La démocratisation du Kazakhstan. – Voix étrangères. – Les faits majeurs.

Page 7 – L'année internationale Biden.

Pages 8 et 9 – La guerre, la penser, la faire. Entretien avec Benoist Bihan.

Page 10 – L'écologie décoloniale. – Dans les revues.

Page 11 – *La Familia Grande*.

Page 12 – Les anticipations raisonnables de Robert Boyer.

Page 13 – Alexandre Thabor. – Basile Zaharoff.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Henri Fruchaud.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : militer aujourd'hui.